

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 1331

[C - 98/29202]

**10 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant le modèle du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 6bis y inséré par la loi du 31 juillet 1975 et modifié par le décret du 31 mai 1989;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 5, § 3, modifiée par la loi du 31 juillet 1975 et par les décrets des 19 juillet 1991, 29 juillet 1992, 19 juillet 1993, 27 octobre 1994, 10 avril 1995, 2 avril 1996, 25 juillet 1996 et 24 juillet 1997;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 103;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, par l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986, par l'arrêté royal du 1^{er} juin 1987, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993, 20 juin 1994, 24 avril 1995, 15 juillet 1996, 13 juin 1997 et 2 avril 1998;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 avril 1990 relatif aux attestations, certificats et diplôme sanctionnant les études secondaires de plein exercice modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 27 mars 1995, 15 mai 1995 et 2 avril 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 relatif aux attestations et certificats sanctionnant les études secondaires de plein exercice,

Arrête :

Article 1^{er}. Le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré est libellé conformément au modèle fixé à l'annexe 1.**Art. 2.** Dans le modèle, les numéros entre parenthèses renvoient aux instructions figurant à l'annexe 2.**Art. 3.** Le certificat doit avoir le format A4 et être imprimé conformément au modèle sur un papier présentant un grammage de 135 gr/m² minimum.**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 1998.

Bruxelles, le 10 avril 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement du 10 avril 1998

COMMUNAUTE FRANCAISE DE BELGIQUE
CERTIFICAT D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU DEUXIEME DEGRE

Dénomination et siège de l'établissement :.....(1)

Enseignement secondaire(2) section de(3)

Subdivision :(4)

Le (La) soussigné(e),(5)

chef de l'établissement susmentionné, certifie que

né(e) à(6), le(7)

a suivi du 1^{er} septembre au 30 juin
en qualité d'élève régulier (régulière), la quatrième année d'études de l'enseignement secondaire de plein exercice
et a terminé cette année avec fruit dans l'établissement et dans l'enseignement susmentionnés.

Il (Elle) atteste que toutes les prescriptions légales et réglementaires ont été respectées pendant toute la durée des
études.

En foi de quoi, il (elle) délivre le présent titre.

Donné à(8), le(9)

Le (La) titulaire, Le (La) chef d'établissement,

Sceau de l'établissement

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement du 10 avril 1998

INSTRUCTIONS POUR LA REDACTION
DU CERTIFICAT D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU DEUXIEME DEGRE

Remarque liminaire :

Les titres, qui ne sont pas établis par ordinateur, seront entièrement dactylographiés, sans rature ni surcharge. Ils devront présenter une stricte conformité avec le modèle réglementairement fixé.

1. Dénomination réglementaire du siège de l'établissement suivie de l'adresse complète, la commune étant précédée du code postal.

2. Général ou technique ou artistique ou professionnel.

3. Transition ou qualification.

4. Enseignement de type I, mentionner :

. dans l'enseignement général : l'option de base simple;

. dans l'enseignement technique de transition : l'option de base groupée et la ou les option(s) de base simple(s);

. dans l'enseignement technique de qualification : l'option de base groupée;

. dans l'enseignement professionnel : l'option de base groupée.

Enseignement de type II, mentionner la section telle que définie à l'article 29, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 juin 1984.

5. Le nom du chef d'établissement ou de l'élève, selon le cas, sera écrit en lettres majuscules et le prénom soit en lettres majuscules, soit en lettres minuscules, hormis la première lettre qui sera majuscule. Le nom précédera toujours le prénom.

6. Le lieu de naissance sera repris en lettres majuscules. S'il est situé dans un pays étranger, il sera suivi, par notation entre parenthèses, du sigle de nationalité prévu pour ce pays sur la liste jointe ci-après. Ce sigle de nationalité sera le seul à être admis sur le titre.

7. Le mois sera écrit en toutes lettres.

8. Commune où est situé le siège de l'établissement.

9. La date sera celle du 30 juin sauf en cas de délivrance :

- à l'issue d'épreuves de repêchage; la date mentionnée sur le titre sera alors celle du 15 septembre;

- en exécution d'une décision du Conseil de recours instauré en vertu du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre; la date mentionnée sur le titre sera alors celle de la décision du Conseil de recours.

L'emploi de cachets dateurs n'est pas autorisé.

Sigles des nationalités

Afghanistan	AFG	Costa Rica	CR
Afrique du Sud	ZA	Côte d'Ivoire	CI
Afrique non spécifié	AFR	Croatie	CRO
Albanie	AL	Cuba	CU
Algérie	DZ	Danemark	DK
Allemagne	D	Djibouti	DJ
Amérique non spécifié	AME	Dominique	WD
Andorre	AND	Egypte	ET
Angola	AO	Emirats Arabes Unis	SV
Antigua et Barbuda	AG	Equateur	EC
Apatrides ou indéterminés	API	Espagne	E
Arabie Saoudite	SA	Estonie	EE
Argentine	RA	Etats-Unis	USA
Arménie	AR	Ethiopie	ETH
Asie non spécifié	ASI	Europe non specifie	EUR
Australie	AUS	Fidji	FJI
Autriche	A	Finlande	FIN
Azerbaïdjan	AZ	France	F
Bahamas	BS	Gabon	GA
Bahrein	BRN	Gambië	WAG
Bangladesh	BD	Georgië	GG
Barbade	BDS	Ghana	GH
Belgique	B	Grèce	GR
Belize	BZ	Grenade	WG
Benin	DY	Guatemala	GCA
Bhoutan	BT	Guinée	GN

Bielorussie	WE	Guinée Bissau	GW
Birmanie	BUR	Guinée Equatoriale	GQ
Bolivie	BOL	Guyane	GUY
Bosnie-Herzegovine	BH	Haiti	RH
Botswana	RB	Honduras	HN
Brésil	BR	Hong-Kong	HK
Brunei	BRU	Hongrie	H
Bulgarie	BG	Inde	IND
Burkina Faso	BF	Indonsie	RI
Burundi	RU	Irak	IRQ
Cambodge	K	Iran	IR
Cameroun	CM	Irlande	IRL
Canada	CDN	Islande	IS
Cap-Vert	CV	Israël	IL
Chili	RCH	Italie	I
Chine	CN	Jamaïque	JA
Chypre	CY	Japon	J
Cité du Vatican	VA	Jordaniz	HKJ
Colombie	CO	Kzakhstan	KK
Comores	KM	Kenya	EAK
Congo (Brazzaville)	RCB	Kirghiztan	KG
Congo (Kinshasa)	RDC	Kiribati	KI
Corée du Nord	KP	Koweït	KWT
Corée du Sud	ROK	Laos	Lao
Lesotho	LS	Roumanie	RO
Lettonie	LV	Royaume-Uni	GB
Liban	RL	Russie	SU
Libéria	LB	Rwanda	RWA
Libye	LAR	Saint-Christophe et Nevis	KN
Liechtenstein	FL	Saint-Marin	RSM
Lituanie	LT	Saint-Vincent et les Grenadines	WV
Luxembourg	L	Sainte-Lucie	WL
Macédoine	MAC	Salomon	SB
Madagascar	RM	Salvador	ES
Malaisie	MAL	Samoa	WS
Malawi	MW	Sao Tome et Principe	ST
Maldives	MV	Senegal	SN
Mali	RMM	Seychelles	SY
Malte	M	Sierra Leone	WAL
Maroc	MA	Singapour	SGP
Maurice	MS	Slovaquie	SK
Mauritanie	RIM	Slovenie	SLO
Mexique	MEX	Somalie	SOM
Moldavie	MD	Soudan	SD
Monaco	MC	Sri Lanka	CL
Mongolie	MN	Suède	S
Mozambique	MZ	Suisse	CH
Namibie	SWA	Surinam	SME
Nauru	NR	Swaziland	SZ
Népal	NP	Syrie	SYR
Nicaragua	NIC	Tadjikistan	TA
Niger	RN	Taiwan	RC

Nigéria	WAN	Tanzanie	EAT
Norvège	N	Tchad	TD
Nouvelle-Zélande	NZ	Tchéquie	CST
Océanie non spécifié	OCE	Thaïlande	T
Oman	OMA	Togo	TG
Ouganda	EAU	Tonga	TO
Ouzbekistan	US	Trinidad et Tobago	TT
Pakistan	PK	Tunisie	TN
Panama	PA	Turkmenistan	TU
Papouasie-Nouvelle Guinée	PNG	Turquie	TR
Paraguay	PY	Tuvalu	TV
Pays-Bas	NL	Ukraine	UKR
Pérou	PE	Uruguay	U
Philippines	RP	Vanuata	VU
Pitcairn	PN	Venezuela	YV
Pologne	PL	Vietnam	VN
Portugal	P	Yemen	YEM
Qatar	QA	Yougoslavie	YU
Réfugiés politiques	REF	Zaire (ex)	RDC
République Centrafricaine	RCA	Zambie	RNR
République Dominicaine	DOM	Zimbabwe	ZW
Réunion et Mayotte	RE		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 avril 1998 fixant le modèle du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré.

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 1331

[C - 98/29202]

**10 APRIL 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
tot bepaling van het model van het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op de toekenning van academische graden en op het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, inzonderheid op artikel 6bis, er ingevoegd bij de wet van 31 juli 1975 en gewijzigd bij het decreet van 31 mei 1989;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 5, § 3, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975 en bij de decreten van 19 juli 1991, 29 juli 1992, 19 juli 1993, 27 oktober 1994, 10 april 1995, 2 april 1996, 25 juli 1996 en 24 juli 1997;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 103;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, bij het koninklijk besluit nr. 438 van 11 augustus 1986, bij het koninklijk besluit van 1 juni 1987, bij het besluit van 30 augustus 1989 van de Executieve van de Franse Gemeenschap en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, 20 juni 1994, 24 april 1995, 15 juli 1996, 13 juni 1997 en 2 april 1998;

Gelet op het besluit van 24 april 1990 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de getuigschriften, certificaten en diploma's die de secundaire studies met volledig leerplan bekrachtigen, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 1995, 15 mei 1995 en 2 april 1998;

Gelet op het besluit van 15 mei 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de attesten en getuigschriften die de secundaire studies met volledig leerplan bekrachtigen,

Besluit :

Artikel 1. Het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad wordt opgesteld overeenkomstig het in bijlage 1 bepaalde model.

Art. 2. In het model verwijzen de nummers tussen haakjes naar de richtlijnen in bijlage 2.

Art. 3. Het getuigschrift moet van formaat A4 zijn en gedrukt overeenkomstig het model op een papier dat ten minste 135 gr/m² weegt.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1998.

Brussel, 10 april 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 1 bij het besluit van de Regering van 10 april 1998

FRANSE GEMEENSCHAP VAN BELGIE
GETUIGSCHRIFT VAN SECUNDAIR ONDERWIJS VAN DE TWEDE GRAAD

Benaming en zetel van de inrichting :

.....
.....(1)
Secundair onderwijs :(2) afdeling(3)
Onderafdeling :
.....
.....(4)
De ondergetekende,(5)
hoofd van bovengenoemde inrichting, verklaart dat
.....(5)
geboren te(6), op(7)
van 1 september... tot 30 juni
als regelmatige leerling(e) het vierde studiejaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan heeft gevolgd en dit
jaar met vrucht beëindigd heeft in de voormelde inrichting en in het voornoemd onderwijs.
Hij (zij) verklaart dat alle wettelijke en reglementaire voorschriften gedurende de hele duur van de studies werden
nageleefd.
Ter blijke waarvan, hij (zij) deze titel uitreikt.
Gegeven te(8), op(9)
De titularis, Het hoofd van de inrichting,

Zegel van de inrichting

Bijlage 2 bij het besluit van de Regering van 10 april 1998

RICHTLIJNEN VOOR HET OPSTELLEN
VAN HET GETUIGSCHRIFT VAN SECUNDAIR ONDERWIJS VAN DE TWEDE GRAAD

Opmerking vooraf :

De titels, die niet op computer zijn opgesteld, zullen volledig getypt worden zonder doorhaling noch overtrekking.
Zij moeten strikt overeenkomen met het reglementair bepaald model.

1. Reglementaire benaming van de zetel van de inrichting en daarna het volledig adres, met vóór de naam van de
gemeente het postnummer.

2. Algemeen of technisch of kunst- of beroepsonderwijs.

3. Overgang of kwalificatie.

4. Onderwijs van het type I, vermelden :

* in het algemeen onderwijs : de gewone basisoptie;

* in het technisch overgangsonderwijs : de gegroepeerde basisoptie en de gewone basisoptie(s);

* in het technisch kwalificatieonderwijs : de gegroepeerde basisoptie;

* in het beroepsonderwijs : de gegroepeerde basisoptie.

Onderwijs type II, de afdeling vermelden zoals bepaald bij artikel 29, § 1, van het koninklijk besluit van
29 juni 1984.

5. De naam van het hoofd van de inrichting of van de leerling(e), naargelang het geval, zal in hoofdletters
geschreven worden en de voornaam ofwel in hoofdletters ofwel in kleine letters, behoudens de eerste letter die een
hoofdletter moet zijn. De naam gaat altijd de voornaam vooraf.

6. De geboorteplaats wordt in hoofdletters vermeld. Indien zij zich in het buitenland bevindt, wordt zij gevolgd,
tussen haakjes, door de afkorting van de nationaliteit die voor dit land voorzien is op de hierbij gevoegde lijst. Deze
afkorting van de nationaliteit zal de enige zijn die wordt aanvaard op de titel.

7. De maand wordt voluit geschreven.

8. Gemeente waar de zetel van de inrichting zich bevindt.

9. De datum is deze van 30 juni, behoudens :

- bij uitreiking op het einde van herkansingsproeven; de op de titel vermelde datum wordt dan 15 september;

- in uitvoering van een beslissing van de beroepsraad ingericht krachtens het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire
taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze
uit te voeren, is de op de titel vermelde datum dan deze waarop de beroepsraad zijn beslissing heeft genomen.

Het gebruik van datumstempels is niet toegelaten.

Afkortingen van de nationaliteiten

Afghanistan	AFG	Liechtenstein	FL
Afrika niet gespecificeerd	AFR	Litouwen	LT
Albanië	AL	Luxemburg	L
Algerije	DZ	Macedonië	MAC
Amerika niet gespecificeerd	AME	Madagaskar	RM
Andorra	AND	Malawi	MW
Angola	AO	Maldiven	MV
Antigue en Barbuda	AG	Malesië	MAL
Argentinië	RA	Mali	RMM
Armenië	AR	Malta	M
Australië	AUS	Marokko	MA
Azerbeidsjan	AZ	Mauritanië	RIM
Azië niet gespecificeerd	AZI	Mauritius	MS
Bahama's	BS	Mexico	MEX
Bahrein	BRN	Moldavië	MD
Bangladesj	BD	Moncao	MC
Barbados	BDS	Mongolië	MN
België	B	Mozambique	MZ
Belize	BZ	Namibië	SWA
Benin	DY	Nauru	NR
Birma	BUR	Nederland	NL
Boeroendi	RU	Nepal	NP
Boetan	BT	Nicaragua	NIC
Bolivia	BOL	Nieuw-Zeeland	NZ
Bosnië-Herzegovina	BH	Niger	RN
Botswana	RB	Nigeria	WAN
Brazilië	BR	Noord Korea	KP
Brunei	BRU	Noorwegen	N
Bulgarije	BG	Oceanië niet gespecificeerd	OCE
Burkina Faso	BF	Oeganda	EAU
Cambodja	K	Oekraïne	UKR
Canada	CDN	Oezbekistan	US
Centraal Afrikaanse Republiek	RCA	Oman	OMA
Chili	RCH	Oostenrijk	A
China	CN	Pakistan	PK
Colombia	CO	Panama	PA
Comoren	KM	Papoea-Nieuw Guinea	PNG
Congo (Brazzaville)	RCB	Paraguay	PY
Congo (Kinshasa)	RDC	Peru	PE
Costa Rica	CR	Pitcairn	PN
Croatië	CRO	Polen	PL
Cuba	CU	Politieke vluchtelingen	REF
Cyprus	CT	Portugal	P
Denemarken	DK	Réunion en Mayotte	RE
Djibouti	DJ	Roemenië	RO
Dominicaanse Republiek	DOM	Rusland	SU
Dominique	WD	Rwanda	RWA
Duitsland	D	Saint-Christopher and Nevis	KN
Egypte	ET	Salomonseilanden	SB

Equator	EC	Salvador	ES
Equatoriaal Guinea	GQ	Samoa	WS
Estland	EE	San-Marino	RSM
Ethiopië	ETH	Sao Tome en Principe	ST
Europa niet gespecificeerd	EUR	Saoedi Arabië	SA
Fidzji-eilanden	FJI	Senegal	SN
Filippijnen	RP	Seychellen	SY
Finland	FIN	Sierra Leone	WAL
Frankrijk	F	Singapore	SGP
Gabon	GA	Sint-Lucia	WL
Gambia	WAG	Sint-Vincent en de Grenadijnen	WV
Georgië	GG	Slovakije	SK
Ghana	GH	Slovenië	SLO
Grenada	WG	Soedan	SD
Griekenland	GR	Somalia	SOM
Guatemala	GCA	Spanje	E
Guinea	GN	Sri Lanka	CL
Guinee-Bissau	GW	Staatslozen of onbepaalden	API
Guyana	Guy	Suriname	SME
Haïti	RH	Swaziland	SZ
Honduras	HN	Syrië	SYR
Hong Kong	HK	Tadzjikistan	TA
Hongarije	H	Taiwan	RC
Ierland	IRL	Tanzania	EAT
IJsland	IS	Thailand	T
Indië	IND	Togo	TG
Indonesië	RI	Tonga	TO
Irak	IRQ	Trinidad en Tobago	TT
Iran	IR	Tsjaad	TD
Israël	IL	Tsjechië	CST
Italië	I	Tunesië	TN
Ivorenkust	CI	Turkije	TR
Jamaïca	JA	Turkmenistan	TU
Japan	J	Tuvalu	TV
Jemen	YEM	Uruguay	U
Joegoslavië	YU	Vanuata	VU
Jordanië	HKJ	Vaticaanstad	VA
Kaapverdië	CV	Venezuela	YV
Kameroen	CM	Verenigd Koninkrijk	GB
Katar	QA	Verenigde Arabische Emiraten	SV
Kazachstan	KK	Verenigde Staten	USA
Kenia	EAK	Vietnam	VN
Kirgizië	KG	Wit-Rusland	WE
Kiribati	KI	Zaire (ex)	RDC
Koeweit	KWT	Zambia	RNR
Laos	LAO	Zimbabwe	ZW
Lesotho	LS	Zuid Korea	ROK
Letland	LV	Zuid-Afrika	ZA

Libanon	RL	Zweden	S
Liberia	LB	Zwitserland	CH
Libië	LAR		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 10 april 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van het model van het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad.

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1332

[S - C - 98/27311]

23 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 avril 1983 fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale terrienne sur les tranches des emprunts émis en vertu de l'arrêté royal du 18 mars 1983 l'autorisant à contracter, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant effectif de 6.250.000.000 de francs

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 avril 1983 fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale terrienne sur les tranches des emprunts émis en vertu de l'arrêté royal du 18 mars 1983 l'autorisant à contracter, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant effectif de 6.250.000.000 de francs;

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1990 relatif à la dissolution de la Société nationale terrienne et au transfert de ses missions, biens, droits et obligations à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Société du Logement de la Région bruxelloise;

Vu la convention du 1^{er} juin 1994 entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative au règlement des dettes du passé et des charges s'y rapportant en matière de logement social, notamment l'article 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 3 avril 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'urgence;

Considérant qu'une baisse importante des taux d'intérêt est intervenue sur le marché des capitaux;

Considérant que la Société régionale wallonne du Logement se trouve confrontée à de nombreux remboursements anticipés de la part de ses débiteurs hypothécaires;

Considérant que le réinvestissement par cette dernière des capitaux qui lui sont remboursés ne peut se réaliser sans perte d'intérêts;

Considérant qu'il convient de permettre à la Société régionale wallonne du Logement d'affecter les liquidités dont elle dispose à l'amortissement de sa dette vis-à-vis du Fonds d'amortissements des emprunts du logement social;

Sur proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation et du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale terrienne sur les tranches des emprunts émis en vertu de l'arrêté royal du 18 mars 1983 l'autorisant à contracter, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant effectif de 6.250.000.000 de francs est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois le Ministre du Budget et des Finances et le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé, peuvent en autoriser l'amortissement anticipé en faveur du Fonds d'amortissement des emprunts du logement social aux conditions qu'ils déterminent. »

Art. 2. Le Ministre du Budget et des Finances et le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 23 avril 1998.

Namur, le 23 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX